

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 56 (1964)
Heft: 9

Artikel: À propos d'un centenaire : la première Internationale en Suisse
Autor: Vuilleumier, Marc
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385334>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE SYNDICALE SUISSE

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

Supplément trimestriel: «TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE»

56^e année

Septembre

N° 9

A propos d'un centenaire...

La première Internationale en Suisse

Par *Marc Vuilleumier*

Le 28 septembre, il y aura exactement cent ans qu'à Londres, au Saint-Martin's Hall, se tenait un meeting en faveur de la Pologne, où venait de succomber définitivement l'insurrection qui y avait éclaté l'année précédente, suscitant les sympathies de toute l'Europe libérale et progressiste. Des représentants des ouvriers français et anglais étaient les organisateurs de cette manifestation qui réunissait également des républicains et des socialistes d'autres nations fixés à Londres: Italiens, Allemands, Polonais. C'est à cette réunion que fut décidée la formation d'une Association internationale des travailleurs (AIT), titre que les contemporains n'allaient pas tarder à abrégé en Internationale. A la tête de l'organisation, un Conseil central, qui prit ensuite le nom de Conseil général, avec siège à Londres. Sa composition a naturellement varié, mais relevons, parmi ses membres les plus actifs, des Allemands qui avaient fui leur patrie à la suite de l'échec des révolutions de 1848 et dont le plus célèbre fut Karl Marx, des syndicalistes anglais, des ouvriers français fixés à Londres et un Suisse, Hermann Jung (1830-1901), un horloger de Saint-Imier qui avait émigré dans la capitale anglaise. Jusqu'au début de 1865, on y trouve un autre Suisse, Edmond Nüsperli (1838-1890), ouvrier mécanicien, qui ne tarda pas à quitter l'Angleterre pour regagner son pays, où il sera plus tard, de 1878 à 1890, l'un des trois premiers inspecteurs chargés de veiller à l'application de la première loi fédérale sur les fabriques.

Comme il ne peut être question de retracer, en ces quelques pages, toute l'histoire de la première Internationale, nous nous bornerons à évoquer rapidement son développement et son activité en Suisse, où elle apparut très tôt, puisque c'est moins d'un mois après le meeting de Saint-Martin's Hall qu'une première section se forme à

Genève, en octobre 1864. Son animateur, l'homme qui du début à la fin sera la cheville ouvrière de l'Internationale en Suisse, était Johann-Philippe Becker (1809-1886). Né en Allemagne, où il avait pris part aux mouvements libéraux des années 1830, il s'était fixé en Suisse, à Bienne, où il avait ardemment milité dans les rangs radicaux et dont il avait obtenu la citoyenneté. Il avait participé à la guerre du Sonderbund puis, en 1849, à la révolution allemande. Fixé à Genève, puis à Paris, en 1860, il accourt en Italie pour se mettre au service de Garibaldi. De retour à Genève, il s'y montre plus actif que jamais, correspond avec Ferdinand Lassalle, le célèbre socialiste allemand, organise les Allemands de Genève en une Association populaire républicaine qui réclame l'unité allemande par en bas, par la révolution et la formation d'une république socialiste. Il est également en relation avec les républicains français et italiens fixés à Genève ainsi qu'avec les radicaux progressistes et les libres penseurs de la ville. Tous ces gens ont souvent des idées sociales bien vagues, mais sont animés d'un désir sincère d'améliorer la situation des masses ouvrières. La suite des événements produira chez eux, comme partout ailleurs, un clivage entre les démocrates bourgeois et les socialistes. L'idée d'une alliance entre les républicains de tous les pays leur était commune et, en 1863, Becker avait tenté de lui donner forme en créant une éphémère association internationale qui tint deux « congrès », à La Chaux-de-Fonds puis à Bruxelles. Les relations nouées à cette occasion en Belgique, à Londres, en Allemagne et en Suisse faciliteront les débuts de l'Internationale, au sein de laquelle on retrouve plusieurs des participants à ces rencontres. L'idée d'une association internationale était dans l'air et, en mars 1864, un militant radical de Genève proposait d'en former une avec toutes les sociétés populaires de l'Europe. Mais ces tentatives et ces projets n'avaient pas encore le caractère ouvrier de l'Internationale qui, elle, se placera résolument sur un terrain de classe.

Dans les principales villes de Suisse et dans plusieurs régions industrielles existaient des sociétés de secours mutuels, groupant les ouvriers d'une même profession. Elles pouvaient, à l'occasion, jouer le rôle d'un syndicat et permettre l'organisation d'un mouvement revendicatif. Tombant parfois en sommeil pendant plusieurs années ou disparaissant temporairement à l'occasion d'une crise, ces associations n'avaient cessé de se développer depuis 1830; ainsi, on en comptait une quinzaine à Genève en 1864. Sauf pour les typographes et certains métiers de l'horlogerie, dans lesquels des relations, à vrai dire assez épisodiques, s'étaient nouées d'une ville et d'une région à l'autre, ces sociétés professionnelles étaient restées isolées. Elles avaient peut-être plus de rapport sur le plan local, à Genève particulièrement, où, sur l'initiative du gouvernement radical, elles avaient formé, en 1858, une éphémère union.

Ce sont ces associations que Becker invita à adhérer collectivement à l'Internationale. Elles pouvaient ainsi conserver leur vie traditionnelle et, moyennant une faible cotisation, bénéficier de tous les avantages de l'AIT. En même temps, il utilisait le canal des associations ouvrières allemandes en Suisse: les Arbeiterbildungsvereine, qui réunissaient les travailleurs dans des buts éducatifs et culturels et formaient une fédération. Becker s'efforça de les gagner à l'Internationale et réussit à faire adhérer plusieurs sociétés; en 1868, ce fut l'organisation tout entière qui devint membre collectif de l'AIT.

La même tentative eut beaucoup moins de succès avec le Grütli, organisation culturelle et politique de tendance radicale, répandue dans tout le pays et composée essentiellement d'ouvriers, mais de nationalité suisse uniquement. Quelques sections locales adhérèrent à l'AIT, surtout au début, mais l'assemblée suisse des délégués repoussa l'adhésion en 1868, et plus tard, en 1871-1872, le Grütli se prononcera résolument contre l'Internationale.

Le développement de la nouvelle organisation fut plus rapide en Suisse que dans la plupart des autres pays; c'est ce que l'on vit fort bien à la conférence tenue à Londres, en septembre 1865, où les deux délégués suisses, Becker et Duplex, un républicain français établi à Genève, purent annoncer que d'assez fortes sections existaient à Genève, à Lausanne et à Vevey. Dès l'automne 1865, un nouveau centre apparut à La Chaux-de-Fonds, où le docteur Coullery forma une section et d'où, grâce à son activité, l'AIT va essaimer dans les petites localités industrielles du Jura bernois et neuchâtelois. Pierre Coullery (1819-1903), le « médecin des pauvres », avait commencé sa carrière politique en 1849, à l'extrême gauche des radicaux bernois et en publiant un petit journal intitulé *L'Ouvrier*. Il était en rapports avec Becker et connaissait, à Londres et à Bruxelles, plusieurs membres de la nouvelle organisation qui le mirent sans doute en relation avec le Conseil général, dont il devint, pour quelque temps, le correspondant.

Becker, chargé par Londres de la propagande en direction de l'Allemagne, forma à Genève un Comité central des sections de langue allemande et commença la publication d'un mensuel, *Der Vorbote*, qui parut de 1866 à 1871. Quelques contacts furent pris en Suisse allemande, mais le développement de l'organisation y fut beaucoup plus lent qu'en Suisse romande, malgré l'industrialisation beaucoup plus poussée et la présence dans ces contrées d'une population ouvrière plus nombreuse qu'à l'ouest de la Suisse, plus concentrée et travaillant en grande partie dans des usines de moyenne importance. On pourrait longuement discuter des raisons pour lesquelles Genève et le Jura, où l'industrie principale, l'horlogerie, se pratiquait encore en de petits ateliers à caractère artisanal, ne dépassant que rarement la douzaine d'ouvriers, a offert un terrain plus

favorable à l'Internationale que la Suisse orientale avec ses nombreuses fabriques. Bien que les éléments d'une réponse restent à élaborer, on peut risquer quelques hypothèses. On peut supposer que le mouvement démocratique qui, au nom de la démocratie directe, s'attaquait à la domination des radicaux, aura accaparé l'attention et les efforts des ouvriers zuricois; que ceux-ci, moins instruits que les horlogers, étaient moins perméables aux idées nouvelles; que l'industrie horlogère, plus sensible à la conjoncture, connaissait des crises plus nombreuses... Toujours est-il que, si la première section du canton de Zurich se forma en février 1866, à Wetzi-kon, il fallut attendre août 1867 pour que les adhérents individuels du chef-lieu se décidassent à en former une, sous la direction de l'ancien fourieriste Karl Bürkli (1823-1901). A Bâle, l'AIT apparut également au début de 1866, mais s'y développa beaucoup plus rapidement.

C'est à Genève, du 3 au 8 septembre 1866, que se tint le premier congrès de l'Internationale. Des sociétés adhérentes et des sections de Suisse, de France, d'Allemagne et d'Angleterre y étaient représentées. Les débats, qui portèrent sur un grand nombre de questions: limitation des heures de travail, impôts, coopération, travail des enfants et des femmes, instruction, armées permanentes, organisation ouvrière, etc., furent dominés par les délégués français, adeptes du socialiste Proudhon. Mutuellistes, ils se prononçaient contre toute intervention de l'État, fût-ce pour limiter les heures de travail, et contre toute participation aux luttes politiques. Le congrès adopta les statuts définitifs de l'Internationale et si, sur certains points, des divergences apparurent, on n'en tomba pas moins d'accord sur la nécessité d'organiser la classe ouvrière et de pratiquer la solidarité d'un pays à l'autre. Les délégués anglais, représentant des syndicats déjà puissants, impressionnèrent vivement leurs collègues suisses par le récit de leurs expériences; ces derniers, en retirèrent la conviction que l'AIT, par la pratique de la solidarité internationale, allait leur permettre d'améliorer leurs salaires et leurs conditions de travail.

A la suite de ce congrès commença l'organisation systématique par sections professionnelles, à Genève et en Suisse romande, puis à Bâle et plus tard à Zurich. Deux ans plus tard, on comptait 25 sections à Genève; le maximum y fut atteint en 1870 avec plus de 30 sections et quelque 2000 membres. Il est évidemment bien difficile d'évaluer les effectifs de l'Internationale; souvent des sections se formaient pour disparaître peu après et le nombre de leurs membres subissait des fluctuations considérables. De plus, l'Internationale devint rapidement un objet d'effroi pour la bourgeoisie et les gouvernements, qui, dans leur peur, exagérèrent son influence et ses forces. Symétriquement, les ouvriers, qui souvent attendaient tout de l'AIT, en vinrent à surestimer sa puissance. C'est dire combien il faut se méfier des chiffres

articulés par les contemporains. Il nous semble qu'au début de 1870, époque où l'Internationale en Suisse atteint son apogée, elle ne comptait guère plus de 800 membres dans le Jura neuchâtelois et bernois, 300 à 400 dans le canton de Vaud, 500 à 600 dans la région zuricoise et 2000 dans la région bâloise; son effectif en Suisse n'a donc pas dépassé 6000 membres.

Si certaines de ces sections professionnelles étaient des sociétés ouvrières bien antérieures à l'AIT, qui connurent souvent, grâce à elle, un nouvel essor, beaucoup d'autres avaient été fondées par elle et étaient la première tentative d'organiser les ouvriers de la profession ou de la région. Dans quelle mesure participaient-elles à la vie de l'Internationale et discutaient-elles des grands problèmes débattus lors des congrès internationaux? D'une manière assez lointaine, la plupart du temps. Les séances n'étaient pas nombreuses et, naturellement, consacrées en premier lieu aux questions professionnelles; les grands débats des congrès n'y trouvaient qu'un écho bien affaibli. Il y avait un décalage certain entre la masse des adhérents et les militants les plus actifs. En Suisse alémanique, la présence d'une importante proportion d'Allemands dans les rangs de l'Internationale aggravait encore la situation. Comme le remarquera beaucoup plus tard encore le célèbre socialiste allemand Edouard Bernstein, qui séjournera quelque temps à Zurich, ces étrangers, parlant l'allemand, monopolisaient en quelque sorte la discussion, lors des séances, tandis que les ouvriers suisses, n'osant employer leur dialecte, gardaient le silence et finissaient par s'éloigner d'une organisation où ils ne se sentaient plus chez eux.

La multiplication des sections posa des problèmes nouveaux, car il fallait songer à organiser les relations entre celles-ci, tant sur le plan local que sur celui de la région, ou même du pays, chose que le cantonalisme ne rendait pas facile. Au début, Genève et La Chaux-de-Fonds exercèrent une certaine hégémonie; au congrès international qui se tint à Lausanne, en septembre 1867, les délégués romands se mirent d'accord pour faire de la *Voix de l'Avenir*, éditée par le Dr Coullery, leur organe. Ce n'est qu'en janvier 1869, au cours d'un congrès tenu à Genève, que se constitua une Fédération romande de l'AIT, dont l'organe fut *L'Egalité*. Un an plus tard, les 13 et 14 mars 1870, un congrès, réuni à Zurich, formait un Parti social-démocrate pour les villes de Zurich, de Bâle, de Berne et de Winterthur, qui réunissait toutes les sections de l'Internationale en Suisse alémanique et dont l'organe sera la *Tagwacht*, paraissant à Zurich. Ce stade régional ne sera pas dépassé et on ne parviendra jamais à constituer une fédération suisse de l'AIT, comme l'avait préconisé Herman Greulich (1842-1925), rédacteur de la *Tagwacht*, qui, plus tard, sera secrétaire ouvrier suisse pendant trente-huit ans et jouera un rôle important dans le Parti socialiste suisse, dont il sera en quelque sorte le patriarche.

Les grèves furent un élément capital de la vie de l'Internationale. Dès le début, les sections genevoises soutinrent quelques petits mouvements locaux, comme celui des graveurs, qui demandaient une augmentation des salaires. Elles manifestèrent leur solidarité en envoyant des secours aux ouvriers bronziens de Paris, qui, au début de 1867, avaient dû se mettre en grève pour faire respecter leur droit d'association. Mais l'événement qui devait connaître les plus grandes répercussions fut la grève des ouvriers du bâtiment, à Genève, du 24 mars au 11 avril 1868. Ceux-ci réclamaient à la fois une augmentation de salaire (ils gagnaient environ 3 fr. 60 par jour) et une diminution de la journée de travail (12 heures). Déclenchée à une période économiquement favorable, à un moment de plein emploi où de grandes constructions étaient en cours, à la saison la plus propice, le mouvement fut particulièrement bien conduit. Les grévistes adhérèrent en masse à l'Internationale, qui dirigea la lutte et organisa une vaste action de solidarité, tant à Genève que dans les autres sections de Suisse et à l'étranger, où l'on avait envoyé un délégué qui se rendit à Paris et à Londres. En effet, il fallait verser des secours aux quelque 2100 ouvriers sans travail. Dans la capitale française, la souscription ouverte parmi les sociétés ouvrières rapporta environ 10 000 fr. Les monteurs de boîtes, bijoutiers et graveurs de Genève versèrent 5000 fr. Pour apprécier la valeur de cette solidarité, que l'on se rappelle les salaires d'alors: 3 fr. 50 à 5 fr. par jour. Aussi ces secours eurent-ils un caractère particulièrement spectaculaire, qui frappa vivement les imaginations. Dans la bourgeoisie, on se hâta de dénoncer les « excitations venues de l'étranger » et les sourdes intrigues d'imaginaires « meneurs français et anglais », tandis que chez les travailleurs la confiance dans l'Internationale s'accrut considérablement. L'absence d'un front commun solide entre les patrons, l'attitude de neutralité observée par le Gouvernement genevois, qui tenait, pour des raisons électorales, à ne pas mécontenter les ouvriers et qui résista à ceux qui lui conseillaient de faire appel aux troupes fédérales, tout cela favorisa les grévistes, qui obtinrent de travailler une heure de moins par jour et une augmentation de 10%.

Ce succès et la solidarité active qui l'avait permis firent beaucoup pour l'Internationale. Les sections du bâtiment s'étaient considérablement renforcées et durent soutenir, l'année suivante, une nouvelle grève pour la défense des avantages acquis en 1868. La lutte fut vive pour empêcher la venue de « Sarrasins », comme on appelait alors les « jaunes », mais se termina à l'avantage des ouvriers.

Malheureusement, d'autres mouvements aboutirent à des échecs qui portèrent parfois de rudes coups à l'organisation. En 1869, les typographes genevois, voulant améliorer leur « tarif », cessèrent le travail dans de mauvaises conditions. Une scission en résulta et une partie d'entre eux, formant une nouvelle association, accepta un

compromis et reprit le travail, tandis que, malgré la solidarité de l'Internationale, la grève, qui avait donné lieu à quelques heurts avec la police, pourrissait lentement. Pour permettre aux derniers grévistes d'échapper à la vengeance patronale, on fonda une Société coopérative d'imprimerie, dont les actions furent souscrites par des sociétés ouvrières de Suisse, de France, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et d'Italie. La liste des souscripteurs, que l'on peut consulter aux Archives d'Etat de Genève, est un impressionnant témoignage de la solidarité des ouvriers d'alors.

En mai 1869, une grève du bâtiment, à Lausanne, aboutit à un échec. Inaugurant une pratique qui allait devenir de plus en plus fréquente, le Conseil d'Etat vaudois avait fait appel à l'armée pour assurer l'« ordre ». Découragés, beaucoup d'ouvriers abandonnèrent l'Internationale, dont certaines sections disparurent.

C'est également ce qui se produisit à Bâle, lors des grèves des tisseurs de rubans et des teinturiers, en 1868-1869. Là, les ouvriers se heurtaient à un patronat puissant et particulièrement uni, qui pouvait compter sur l'appui sans réserve du gouvernement conservateur de la ville. Les patrons prétendirent interdire à leurs ouvriers l'appartenance à l'Internationale; ce fut une lutte pour l'existence même de l'organisation. Si quelques revendications partielles furent acceptées, les sections sortirent fort affaiblies du conflit, qui provoqua le déclin de l'AIT à Bâle.

Aussi, le 15 juillet 1869, le Comité fédéral romand publiait-il une longue circulaire, pour inciter les sections à la prudence et leur recommander de renforcer l'organisation et de créer des caisses de secours avant de se lancer dans une grève.

La participation aux luttes politiques se posa très tôt aux sections de l'AIT. En effet, la séparation entre partis et syndicats, telle que nous la connaissons aujourd'hui, n'apparut que beaucoup plus tard. En Suisse alémanique, à Zurich, Karl Bürkli avait été l'un des leaders du mouvement démocratique qui avait abouti à la chute du régime Escher et à l'introduction de l'initiative et du référendum dans la nouvelle Constitution. Cette campagne a indéniablement freiné les débuts de l'Internationale à Zurich en absorbant les faibles forces de la nouvelle organisation. L'enthousiasme de l'Internationale pour la démocratie directe fléchit quelque peu quand une loi sur le travail dans les fabriques qu'elle soutenait eut été repoussée, principalement par les districts ouvriers. Le Parti social-démocrate de Zurich, créé en 1870, qui rassemblait toutes les organisations ouvrières adhérant à l'Internationale, n'eut guère d'importance sur le plan politique.

A Bâle, les rapports de l'AIT avec le Parti radical, dans l'opposition, furent particulièrement étroits. Son chef, Wilhelm Klein, défendit les revendications ouvrières au Grand Conseil et fut nommé membre d'honneur de l'Internationale. En accord avec diverses socié-

tés ouvrières, la section de Bâle s'efforça, en 1867, de faire aboutir diverses revendications par voie législative (gratuité de l'enseignement, limitation de la journée de travail, construction de maisons ouvrières). En 1868, lors d'une élection complémentaire, son président, Joseph-H. Frey, réussit à entrer au Grand Conseil, grâce à l'appui des radicaux; il n'y joua d'ailleurs aucun rôle.

En Suisse romande, c'est également derrière le Parti radical que se rangeait l'Internationale. Toutes les élections se faisant au scrutin majoritaire, il était presque impossible pour elle d'aller seule à la lutte, ce qui aurait signifié un affaiblissement du Parti radical au profit des conservateurs sans aucun bénéfice pour elle. La solution consistait à participer aux assemblées préparatoires où les radicaux étaient invités à choisir leurs candidats et à faire porter quelques militants ouvriers sur leurs listes. Mais, là où les radicaux étaient au pouvoir, dans les cantons de Vaud et de Neuchâtel, ils acceptaient difficilement de faire à l'Internationale les concessions que lui accordaient ceux de Genève, qui, eux, étaient dans l'opposition et cherchaient à revenir au gouvernement grâce à l'appui des électeurs ouvriers. Aussi, certains membres de l'AIT envisagèrent-ils des alliances avec l'opposition conservatrice; c'est ce que fit le docteur Coullery avec la section de La Chaux-de-Fonds, tandis que celle du Locle, avec le futur historien de l'Internationale James Guillaume (1844-1916), soutenait les radicaux. Des divergences analogues étaient apparues au sein de la section de Lausanne, en 1866-1867.

On comprend que, devant une telle alternative, les membres de l'Internationale dans le Jura en soient arrivés à la conclusion que la lutte sur le plan politique était inutile et aient accueilli avec faveur les idées que le révolutionnaire russe Bakounine vint justement leur développer à ce moment, au début de 1869.

A Genève, les radicaux, qui étaient dans l'opposition, ménageaient l'Internationale et soutenaient volontiers ses revendications, en paroles naturellement. En 1868, les membres de l'AIT constituèrent une Association démocratique et sociale, en vue des élections au Grand Conseil. Pour cela, on avait adopté une déclaration de principe, extrêmement nette, proclamant la nécessité d'abolir le régime du salariat, et un programme immédiat susceptible de rallier les électeurs ouvriers. En même temps, on avait élaboré des listes de candidats. Malheureusement, seule une minorité était véritablement consciente de la nécessité de former un parti ouvrier complètement détaché des partis bourgeois. Aussi, lors du meeting électoral de la nouvelle formation, le leader radical James Fazy intervint fort habilement à la suite des orateurs socialistes et réussit à retourner l'assemblée en sa faveur. Toute une série de candidats socialistes se retirèrent, tandis que les radicaux portaient sur leurs listes trois des militants les plus connus de l'Internationale. Les élections aboutirent à un nouvel échec du Parti radical, mais furent un véritable désastre

pour les listes ouvrières dites de la République démocratique et sociale, qui ne récoltèrent guère plus d'une centaine de voix. Cette issue malheureuse encouragea les éléments conciliateurs, qui prirent le dessus et réalisèrent, pour les élections de 1869, une alliance avec les radicaux. D'autres militants en conclurent que l'Internationale devait désormais se tenir à l'écart des luttes politiques. C'était l'un des points défendus par Michel Bakounine, le célèbre révolutionnaire russe, le véritable fondateur de l'anarchisme, qui vécut à Genève en 1868-1869.

Dans la perspective d'un prochain bouleversement révolutionnaire en Europe, il voulait renforcer l'Internationale en constituant en son sein une société secrète qui aurait regroupé ses militants les plus avancés et aurait permis de gagner les sections aux idées collectivistes et antiétatistes qui étaient les siennes. Cela l'amena rapidement à une véritable lutte souterraine pour assurer à ses partisans le maximum de mandats au congrès international de Bâle, en septembre 1869. Il en résultera, dans les années ultérieures, un long conflit qui l'opposera au Conseil général de Londres et à Karl Marx, conflit qui provoquera finalement l'éclatement de l'Internationale.

En Suisse, Bakounine avait constitué un groupe public, à Genève, nommé Section de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste. Grâce à James Guillaume, qu'il avait conquis à ses vues, il réussit à étendre son association secrète dans le Jura. Là, après avoir vaincu le Dr Coullery et ses partisans, qui s'opposaient au collectivisme et n'avaient pas hésité, lors des élections, à s'allier aux conservateurs royalistes, James Guillaume et ses amis gagnèrent à leur cause la presque totalité des sections. A Genève, au contraire, les efforts de Bakounine et de ses partisans aboutirent à un échec; un grand nombre de ceux qui avaient tout d'abord suivi le révolutionnaire russe l'abandonnèrent et devinrent ses ennemis acharnés. En 1870, alors qu'il était établi à Locarno depuis environ six mois, ses amis étaient entièrement isolés et presque sans influence au sein de l'AIT genevoise. Leur abstentionnisme ne correspondait pas à la situation politique et leur extrémisme révolutionnaire, sans prise sur la réalité, les avait conduits à attaquer d'une manière inconsidérée les dirigeants les plus populaires de l'Internationale. Des deux côtés, la discussion de principes s'accompagnait et se dissimulait souvent sous de violentes polémiques personnelles. Aussi, lorsque se réunit le second congrès de la Fédération romande, à La Chaux-de-Fonds, en avril 1870, chaque camp était bien décidé à se retirer s'il n'obtenait pas satisfaction. C'est ce que firent les Genevois, après avoir été battus de quelques voix par les Jurassiens. Dès lors, deux organisations existèrent, se disputant toutes deux le titre de Fédération romande: celle qui deviendra, en 1871, la Fédération jurassienne, qui comptait presque toutes les sections du Jura et celle de l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, à Genève; celle

qui conservera le nom de Fédération romande, composée des sections genevoises, d'une section à La Chaux-de-Fonds et de celles de Lausanne et de Vevey; elle sera soutenue par les organisations de Suisse alémanique. Si les Jurassiens avaient obtenu la majorité au congrès, ils étaient, en réalité, moins nombreux que leurs adversaires. En effet, la représentation des sections n'était pas proportionnelle à leurs effectifs.

Au début, les Jurassiens parurent avoir l'avantage; sur le plan international, grâce aux relations établies par Bakounine, c'étaient eux qui avaient pu donner leur version des faits et passaient pour les véritables représentants de l'AIT en Suisse. Le Conseil général, favorable à Genève, restait dans une prudente expectative. Toute la discussion s'étant produite au niveau des dirigeants et n'ayant guère atteint la masse des adhérents, ceux-ci comprenaient mal les raisons de cette scission et étaient quelque peu décontenancés. De plus, à Genève, une grève des ouvriers tuiliers, occupés dans des fabriques dispersées dans la campagne et par cela même difficiles à organiser, se termina par un échec. Sur ces entrefaites, un nouveau conflit éclata dans le bâtiment, provoquant un lock-out général de la part des patrons, bien décidés cette fois à briser l'Internationale, dont ils demandèrent l'interdiction au gouvernement. Engagée dans les circonstances les plus défavorables, la lutte s'acheva par une capitulation sans condition à la suite de la déclaration de la guerre franco-allemande. En effet, les secours de l'étranger ne pouvaient plus arriver, la mobilisation arrachait de nombreux ouvriers à leur travail, réduisant leurs familles à la misère (les mobilisés ne touchaient aucune allocation) et l'horlogerie, toujours très sensible à la conjoncture internationale, commençait à fermer les portes de ses ateliers. Les caisses des organisations ouvrières se vidaient pour soutenir leurs adhérents et on ne pouvait songer, dans ces conditions, à poursuivre une grève. Cette défaite fut vivement ressentie et le découragement fit son apparition. Outre ses conséquences économiques, la guerre démoralisa les militants, qui voyaient disparaître cet idéal de fraternité et de solidarité entre les peuples qu'avait prôné l'Internationale.

La Fédération jurassienne subit encore plus fortement que Genève les contrecoups du conflit franco-allemand; ses sections disparurent et il fallut attendre 1871 et souvent 1872 pour qu'elles puissent se reformer. A Zurich, où les travailleurs allemands étaient assez nombreux, beaucoup se laissèrent entraîner par la vague nationaliste, et leur vieille société, l'Eintracht, participa à la fête de la victoire, qui provoqua des désordres, des ouvriers et des militaires français internés ayant donné l'assaut au local où elle se déroulait.

A Genève, où, grâce à leurs effectifs plus nombreux, les sections avaient un peu mieux résisté que dans le Jura, les militants les plus actifs créèrent, à l'automne 1870, un groupe d'initiative et de pro-

pagande pour regrouper les forces de l'Internationale et lui redonner vie. Mais, partout, elle sortait bien diminuée de ces épreuves et ne put jamais retrouver ses effectifs de 1870.

Le 18 mars 1871, Paris s'était insurgé et avait proclamé la Commune, bientôt suivi par plusieurs villes de province. Le soulèvement avait été spontané, mais l'Internationale joua un rôle important dans l'organisation du pouvoir populaire qui allait subsister plus de deux mois dans la capitale française, avant d'être écrasé dans un véritable bain de sang par l'armée de Thiers et de Mac-Mahon.

La Commune de Paris, dont la lutte fut suivie avec passion par les ouvriers des autres pays, malgré les calomnies que déversa sur elle la presse bourgeoise, semble avoir redonné vie à l'Internationale à Genève. Des assemblées assez nombreuses se tinrent et votèrent des adresses en sa faveur, tandis qu'un comité secret se formait pour l'aider dans sa lutte. La Commune envoya d'ailleurs un représentant à Genève pour organiser, de là, la propagande dans le Sud-Est de la France. Après avoir secouru et regroupé les réfugiés des premiers soulèvements provinciaux qui avaient gagné la Suisse, le comité d'action s'efforça d'aider la préparation de l'insurrection qui devait éclater à Lyon le 30 avril, où l'un de ses membres combattit même sur les barricades. Dans cette action, une certaine collaboration s'était réalisée avec les Jurassiens, qui, de leur côté, avaient songé à provoquer un soulèvement à Besançon. Mais l'échec du mouvement ranima l'hostilité entre les deux fédérations rivales.

Toutes deux s'efforcèrent de faciliter la fuite en Suisse des communards qui avaient échappé aux massacres et aux prisons. Cependant, le Gouvernement français chercha à obtenir l'extradition de certains des réfugiés, les accusant de crimes de droit commun, et réussit à faire arrêter l'un d'eux par le Conseil d'Etat genevois. Grâce aux efforts de l'Internationale, l'opinion publique fut alertée et, finalement, devant l'inanité des charges portées contre lui, le proscrit fut libéré. Le droit d'asile était définitivement reconnu et les communards allaient pouvoir vivre au grand jour. A cette époque, les étrangers jouissaient en Suisse d'une liberté dont nous avons peine à nous faire une idée; les communards purent former des associations, publier des brochures et des journaux, adhérer à l'Internationale, sans que le Gouvernement fédéral s'y oppose; il défendit même leurs droits contre les interventions diplomatiques de la France et des autres pays qui n'appréciaient pas cette tolérance.

Dans leur majorité, les communards qui adhérèrent à l'Internationale en Suisse prirent parti pour les Jurassiens. Après avoir vécu dans l'agitation et l'exaltation des années 1869-1871, ils avaient quelque peine à accepter la routine des sections genevoises. Totale-ment « déphasés », ils ne purent s'adapter à cette nouvelle situation et, jugeant de haut leurs camarades genevois, ils furent facilement

conquis par la phraséologie révolutionnaire des partisans de Bakounine. Les malentendus, l'orgueil national des uns et des autres multiplièrent les causes de friction et, dès l'automne 1871, la majorité des communards qui étaient entrés dans l'AIT passait à la Fédération jurassienne, se groupant à Genève au sein de la Section de propagande et d'action révolutionnaire socialiste et éditant le journal *La Révolution sociale*. Cependant, quelques-uns des proscrits s'intégrèrent au mouvement ouvrier local et exercèrent des fonctions parfois assez importantes au sein de la Fédération romande et de ses sections, mais ils furent l'exception.

La guerre ayant empêché la tenue du congrès international, le Conseil général convoqua une conférence qui se tint à Londres, en septembre 1871. Ses résolutions en faveur de la lutte politique et de la constitution de partis ouvriers donnaient satisfaction à la Fédération romande et aux sections de la Suisse alémanique. Mais, dans les autres pays, la plupart des fédérations s'élevèrent contre ces décisions et, si le congrès de La Haye, en 1872, donna une majorité au Conseil général pour expulser Bakounine et James Guillaume de l'organisation, celle-ci, ou plutôt ce qu'il en restait, car elle était sortie bien amoindrie de la guerre, se scinda en deux. La branche fidèle au Conseil général, qui fut transféré aux Etats-Unis, fut officiellement dissoute en 1876, mais en fait elle avait cessé toute activité dès 1873-1874. Quant à l'Internationale de tendance anarchiste, elle tint encore plusieurs congrès jusqu'en 1877.

En Suisse comme ailleurs, la Commune de Paris avait suscité, dans la bourgeoisie, un sentiment de peur qui provoqua de nombreuses attaques contre l'AIT et contribua à éloigner d'elle les ouvriers, surtout en Suisse alémanique, où les sections, épargnées par la scission, ne purent se développer et se virent confiner dans un isolement grandissant. La grève des apprêteurs, à Saint-Gall, en 1871, qui avait permis à l'Internationale de s'implanter dans une nouvelle région, se heurta à la résistance unie des patrons et des autorités, tant communales que cantonales, et la section saint-galloise ne semble pas avoir pu se maintenir très longtemps. Dans la région zuricoise, les syndicats continuaient leur existence, mais en se détachant de plus en plus de l'Internationale, qui fut progressivement reléguée à l'arrière-plan. Le groupe de la section centrale continua à se réunir jusque vers les années quatre-vingt, mais dès 1873, on peut considérer que l'AIT ne joue plus aucun rôle en Suisse alémanique, où elle est remplacée par une nouvelle organisation, l'Union ouvrière suisse.

A Genève, toute une série de mesures politiques allaient encore affaiblir les sections; revenu au pouvoir en 1870, le Parti radical n'avait plus les mêmes raisons de ménager l'Internationale; sans aller jusqu'à la répression, il sut fort habilement exploiter ses faiblesses. En 1871-1872, à Genève comme à Zurich, l'AIT s'efforça

d'intervenir dans les débats au sujet du nouveau projet de Constitution fédérale. Mais, tandis qu'à Genève, comme presque tous les partis de la Suisse romande, l'Internationale appelait à voter non, les sections zuricoises se prononçaient affirmativement; quant à la Fédération jurassienne, abstentionniste, elle relevait ironiquement ces contradictions. Ainsi, l'Internationale n'avait pas réussi à unir le mouvement ouvrier de l'ensemble de la Suisse.

Les sections genevoises conservèrent une certaine vie jusque vers 1874-1875, mais elles étaient fortement affaiblies par les démissions et leurs caisses étaient vides. Beaucoup d'anciennes sections subsistaient comme associations professionnelles, après avoir rompu leurs relations avec l'AIT. Celle-ci soutint encore la longue grève des bijoutiers, en 1872-1873, qui réussirent, les premiers en Suisse, à obtenir la journée de 9 heures. Mais ce succès fut chèrement payé, car, malgré la solidarité ouvrière, la caisse était tellement obérée par les dettes contractées pendant la grève qu'il fallut plus de deux ans aux bijoutiers pour les rembourser.

La Fédération jurassienne vécut plus longtemps que sa rivale. Complètement désorganisée à la suite de la guerre, elle eut peine à tenir son congrès, à Sonvilier, en novembre 1871. Mais, sous l'active impulsion de Guillaume, d'Adhémar Schwitzguébel (1844-1895), qui sera plus tard le premier secrétaire ouvrier romand, et d'Auguste Spichiger, elle ne tarda pas à se réorganiser, renforcée par l'arrivée des proscrits de la Commune. Elle ne dut guère réunir beaucoup plus de 400 membres. Presque partout, ses sections étaient composées en majeure partie d'étrangers et ce ne fut que dans le district de Courtelary et à La Chaux-de-Fonds qu'elle réussit à regrouper un nombre appréciable d'ouvriers, sur des bases syndicalistes. Finalement, de plus en plus isolée, tournant à la petite secte, elle perdit quelques-uns de ses meilleurs militants, qui finirent par se décourager, et s'éteignit entre 1878 et 1881.

L'Internationale, au fur et à mesure de son développement, s'était heurtée à des problèmes qu'elle n'avait pas soupçonnés et dont elle ne voyait pas toujours les dimensions et la complexité. Trop faible, elle ne pouvait les résoudre et on s'apercevait de plus en plus que la forme de son organisation, ses structures ne correspondaient plus aux exigences de son temps. En organisant les travailleurs, en leur faisant pratiquer la solidarité d'une profession à l'autre, d'un pays à l'autre, elle avait frayé une voie et posé des jalons que d'autres allaient suivre.